

## QUESTIONS

### 1. Caractériser les mutations sociales et économiques après la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

De nombreuses transformations vont faire évoluer le capitalisme vers un modèle jusque là assez inédit qui allie l'interventionnisme et la politique volontariste de l'État à un accroissement rapide du niveau de vie qui transforme aussi bien les manières de produire que celle de consommer. C'est avant tout dans les transformations internes des économies nationales que l'économie va puiser ses forces : de nouvelles classes sociales, mais aussi de nouvelles classes d'âge vont être comme l'élément moteur de ce cheminement. Et si la reconstruction des pays européens fut spectaculaire, l'émergence de nouveaux pays industriels, notamment en Asie avec la Corée du Sud, le Japon et Taiwan fut encore plus étonnante. Les rapports entre l'État et le marché vont être bouleversés, non seulement pour hâter la reconstruction, mais aussi pour modifier en profondeur les rapports entre le travail et le capital.

#### 1. Le poids de l'État dans l'économie

Cette logique va être mise en place. L'État qui émerge après la Seconde Guerre mondiale dans la quasi totalité des pays industrialisés va procéder à une politique de redistribution des revenus conforme à ces préceptes, intervenir directement dans la détermination des normes de travail, mais aussi orienter fortement les choix économiques : de nombreuses entreprises sont nationalisées en France, en Angleterre, en Allemagne et en Italie. L'État doit aussi intervenir dans la politique conjoncturelle à l'aide des deux instruments traditionnels que sont la politique monétaire et le budget.

Cette révision des principes de l'économie de marché va apparaître comme une avancée de la science économique, justifiant le rôle actif des économistes dans l'activité. On pense alors que l'évolution économique et sociale a franchi un cap, et qu'elle s'oriente vers un mode de gestion mixte de l'économie, un peu comme si la forme libérale de l'organisation économique était rattachée seulement à une période bien déterminée. C'est le triomphe de l'approche keynésienne. La raison de ce grand changement qui sera difficilement remis en cause à la fin des années soixante-dix est double :

- d'une part il s'agit de prévenir le retour des crises du type de celles de 1929, on ne fait plus confiance aux marchés pour assurer spontanément l'équilibre ;
- et d'autre part, les économies occidentales se sont engagées dans une concurrence très forte avec l'URSS et les pays de l'Est qui sont passés sous la domination communiste. L'intervention de l'État doit permettre de respecter l'idéal de justice sociale qui est fortement vanté par la propagande communiste.

Les efforts vont porter sur un objectif inédit jusqu'ici : la société doit se fixer clairement le plein emploi comme but, ce qui n'a jamais été mis au programme des économistes libéraux d'avant la Seconde Guerre mondiale. Les idées keynésiennes vont se retrouver dans la réformes des grands organismes internationaux : le FMI et la Banque Mondiale sont des établissements monétaires conçus dans une optique interventionniste à l'échelle planétaire. L'ONU aussi considère qu'il est décisif de promouvoir le plein emploi partout. On retrouvera par exemple ces principes dans la rédaction de la constitution de la République Française qui énonce la nécessité pour l'État de garantir un emploi pour tous les citoyens.

Cette voie sera si on peut dire systématisée à travers les rapports Beveridge qui sont restés longtemps des références dans la formation des économistes européens. En 1942, un premier rapport indique que l'État doit faire un effort considérable en ce qui concerne la couverture sociale des plus démunis, il propose un financement directement pris en charge par le budget, c'est-à-dire une péréquation des risques à l'échelle de la nation. Et en 1944, dans un texte intitulé *Du travail pour tous dans une société libre*, il décrit comment l'État doit intervenir pour assurer le plein-emploi, soit en aiguillonnant l'investissement privé, soit en relançant systématiquement la demande. Il est à noter qu'en Angleterre ces rapports représentent clairement une évolution des mentalités au niveau de la société, puisqu'ils paraissent avant que le parti Travailleurs n'impose les grandes réformes sociales des années 1945-1946.

Les missions de l'État sont :

- d'une part d'assurer le soutien de la demande ;

- et d'autre part d'orienter globalement la production vers les secteurs qui sont définis comme prioritaires pour la collectivité.

Cette deuxième idée s'appuie sur une sorte de planification qui est empruntée à ce qu'on croit à l'époque être le succès des économies socialistes, et qui suppose que celle-ci permettra un meilleur ajustement entre l'offre et la demande, donc évitera un retour des grandes crises. On pense alors sérieusement que les économistes ont de nouveaux instruments de pilotage pour guider l'activité à tout moment : la politique monétaire qui va agir sur l'activité économique au moyen du taux d'intérêt, et la politique budgétaire qui va soutenir la demande.

L'État moderne apparu au milieu des années quarante dans la plupart des pays développés oriente ses activités autour des quatre types d'actions :

- *L'État devient un producteur de biens et de services.* Cette fonction de production a été développée dans les pays européens : notamment en France, avec la nationalisation opérée par le gouvernement du général De Gaulle en 1945 dans les secteurs de la banque, des assurances, de l'énergie (EDF, GDF), de l'automobile, Renault, de l'aviation civile... L'importance de ces nationalisations n'est pas seulement liée à la volonté de l'État de devenir entrepreneur en lieu et place de la société civile, mais c'est également une nécessité aussi bien pour réaliser des investissements colossaux qui porteront leurs fruits en matière de développement dans les années soixante. Ces investissements sont financés essentiellement par l'impôt c'est-à-dire par l'épargne forcée de toute la nation, mais également par l'inflation et les faibles taux d'intérêts. Le rôle de l'État dans l'économie française, italienne et allemande est également dû au fait que le secteur privé est incapable de se réformer et d'assurer le bon fonctionnement de l'économie.

- L'État par son action fiscale et budgétaire assure le maintien entre l'offre et la demande globale à l'échelle de la nation. C'est ce qu'on a appelé *la régulation étatique*. Mais en même temps il réalise aussi la préservation de l'unité nationale dans la mesure où il travaille à résorber une partie des inégalités générées par l'action des marchés.

- L'État assure la réglementation et la couverture élargie des risques sociaux, notamment en ce qui concerne la santé, c'est ce qu'on a appelé *l'État providence*.

## 2. la transformation du fonctionnement de l'entreprise

La reconstruction a été pour les entreprises européennes l'occasion de revoir complètement leur mode de fonctionnement. Certes, la période d'après guerre n'a pas été particulièrement innovante en la matière, les principales innovations ayant été déjà développées avant la crise de 1929 dans les grands groupes industriels. Mais les méthodes modernes de gestion étendues à l'ensemble des entreprises, semblent donner raison aux prévisions de Joseph Schumpeter qui, dans *Capitalisme, Socialisme et démocratie*, assurait que dans l'avenir les entreprises auraient obligatoirement tendance à se bureaucratiser, laissant entendre que seul le régime politique différencierait à long terme les pays communistes des pays capitalistes. Il a développé ses idées à la fin de la Seconde Guerre mondiale, en se fondant sur les éléments suivants :

- tout d'abord, le mode de financement des entreprises a changé. En faisant de plus en plus appel à l'actionnariat, le contrôle du pouvoir dans l'entreprise n'appartient plus aux bailleurs de fond : c'est la fameuse arrivée de l'ère des managers. Dans la mesure où il y a une division du travail dans les tâches de commandement entre les propriétaires effectifs et les gestionnaires, ceux-ci ont tendance à prendre de moins en moins de risques et à s'installer dans la routine ;

- ensuite, dans un souci d'efficacité, et parce que le marché a opéré une sélection entre les entreprises, les groupes économiques ont atteint une taille très importante, ce qui les conduits, pour survivre, à planifier la Recherche-Développement sur de nombreuses années, et cela d'autant que le rendement de l'innovation est forcément décroissant avec le temps ;

- enfin, le développement du niveau de vie des salariés va les inciter à privilégier leur confort, à réclamer de nouveaux avantages sociaux, bridant par là le jeu du marché. Cela va peser sur les coûts de production, et entretenir une inflation régulière dont il sera de plus en plus difficile de se défaire. Joseph Schumpeter considère que ce qui va changer dans l'ère qui s'ouvre à la fin de la Seconde Guerre mondiale c'est l'attitude générale des salariés. En effet, avec la transformation des systèmes de production, on s'oriente de plus en plus vers un recrutement de salariés plus en plus qualifiés. Cette main-d'œuvre qui va former le noyau dur de la *classe moyenne*, est moins docile qu'une main-d'œuvre

moins bien formée, elle sera toujours encline à remettre en question la hiérarchie sur laquelle fonctionne le groupe.

Pendant les Trente Glorieuses, on peut dire que ce schéma a été à peu près vérifié. Les entreprises grossissaient par absorption. Durant cette période, ce sont essentiellement les grandes firmes qui tireront l'emploi et les investissements. Les raisons de la tendance à la concentration ne doivent pas seulement être recherchées dans la quête d'un profit plus important, mais aussi dans la dimension des nouveaux projets : les secteurs moteurs de l'activité ont été ceux qui demandaient de gros investissements :

- l'aéronautique,
- l'automobile,
- l'électroménager,
- mais également tout ce qui est lié à l'industrie lourde, comme la sidérurgie, l'énergie, la construction de centrales électriques et de raffineries.

Le développement de ces secteurs s'est réalisé dans le souci d'accroître l'indépendance de la nation vis-à-vis des marchés internationaux. L'idée étant qu'il ne peut y avoir de développement durable sans cette capacité intrinsèque des nations à conduire leur destin économique à partir de productions de base.

Cette réalité sera mieux vérifiée dans les pays qui ont le plus soufferts de la guerre : l'Allemagne, le Japon, et même la France. Dans ce cas, les conditions de vie sont mauvaises, et les salariés ont une tendance à revendiquer des améliorations sociales rapides. On est d'autant plus attentif à ces revendications sociales que la fin des années quarante est riche en mouvements sociaux. Le partage du monde issu des accords de Yalta n'a pas encore été stabilisé, et l'URSS constitue pour beaucoup d'ouvriers un modèle potentiel.

Les revendications ouvrières vont constituer une des raisons majeures dans la modification de la conduite de la gestion de la main d'œuvre. Les syndicats vont connaître une sorte d'apogée concrétisée par la cogestion à l'allemande qui associe les syndicats aux grandes décisions des groupes. Cette modernisation des rapports dans l'entreprise ne peut avoir lieu que dans les très grandes entreprises. Pour le reste, les choses changent très peu, et la concertation laisse alors la place à la loi et aux conventions collectives. La généralisation du salariat et de la mensualisation sera la contrepartie de la quasi disparition de la population des artisans et d'une grande partie de la paysannerie.

Au niveau des productions, on arrive enfin dans les pays européens à cette consommation de masse que les américains connaissaient déjà depuis l'entre-deux-guerres. Les productions sont évidemment de plus en plus standardisées.

### *Conclusion*

Cette logique mise en place à la fin de la Seconde Guerre mondiale va produire une modernisation accélérée de la production qui sera à l'origine de la plus forte période de croissance que les pays connurent depuis la Révolution industrielle. Le choc pétrolier et ses conséquences dans le milieu des années soixante-dix va réorienter le modèle économique vers de nouvelles formes, plus libérales, formes, qui de crise en crise auront tendance à peser aussi bien sur la croissance que sur les inégalités de revenus.

## **2. Quelles ont été les conséquences des chocs pétroliers sur les économies occidentales à partir du milieu des années soixante-dix ?**

### *Introduction*

Le choc pétrolier s'est fait sentir vers le milieu des années soixante-dix aussi bien sur la croissance que sur l'emploi et sur les modes de financement de l'économie.

#### *I. Les effets globaux sur la croissance des pays riches*

La croissance a été soutenue depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale par la possibilité de se procurer de l'énergie à bas pris et en grande quantité. Le pétrole est alors produit et distribué par une

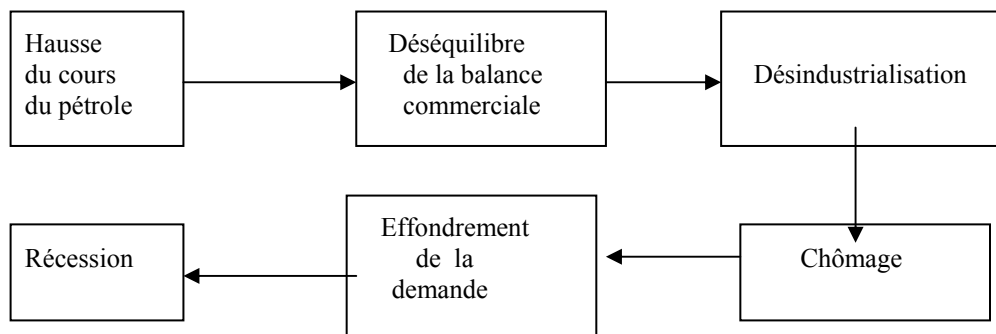
poignée de multinationales américaines et britanniques qui fonctionnent à la manière d'un oligopole, ou d'un cartel. Cet ordre va être rapidement balayé. Au fil des mouvements de décolonisation, les pays producteurs, notamment les pays arabes tels l'Algérie, la Libye et la Syrie vont nationaliser leur pétrole. Puis, en 1973, au moment de la guerre Israëlo-arabe, ces pays vont s'en servir comme d'une arme. Ils décident de faire monter les prix du baril en restreignant les exportations, la raison officielle n'est pas de faire monter les prix, mais de réaliser un embargo sur les exportations de pétrole vers les pays occidentaux si Israël ne restitue pas les territoires occupés au moment de la Guerre des Six Jours. Le prix du baril de pétrole va être multiplié par 5 en un an, il passe de 3 dollars en 1973 à 15 dollars en 1974. Cette hausse brutale du cours du pétrole va toucher l'ensemble des pays développés avec deux conséquences majeures :

- cela va entraîner une inflation galopante pendant près d'une dizaine d'années ;
- et le rythme de la croissance va être complètement différent après le premier choc pétrolier.

Il est bien entendu erroné de croire que la crise du début des années soixante-dix est le seul résultat d'une hausse du prix du pétrole et de celui des autres matières premières. Le modèle précédent commençait aussi à connaître de sérieuses ratées. Les secteurs industriels qui avaient tiré la croissance jusqu'alors voyaient leur rythme de progression ralentir, probablement parce que les ménages commençaient à connaître une certaine saturation dans la consommation de ces biens. C'est le cas semble-t-il de l'électroménager, de l'automobile, du bâtiment et des travaux publics. Ces secteurs avaient de plus en plus de mal à fonctionner d'autant que les coûts salariaux avaient fortement augmentés. Par ailleurs, le monde devenait de plus en plus ouvert, et les produits des nouveaux pays manufacturiers d'Asie commençaient à concurrencer très sérieusement les produits nationaux. C'est à ce moment là que les pays les plus développés perdent des parts de marché importantes dans les secteurs du textile et de l'habillement, la sidérurgie, les chantiers navals, le petit outillage.

## *II. La modification de l'environnement économique mondial*

On a beaucoup dit que le commerce international avait contribué favorablement dans ces années là à la croissance économique, sous-entendant qu'une moindre ouverture des économies occidentales les aurait entraînées dans la dépression ! L'analyse est hâtive et se fonde principalement sur le fait que dans cette période le volume des échanges internationaux a fortement augmenté. Mais la relation pourrait être lue dans l'autre sens puisque l'accélération de l'ouverture a entraîné un effondrement de l'industrie dans les pays les plus développés (sauf le Japon). Cela s'est accompagné d'une montée brutale du chômage qui a induit une baisse de la demande et ensuite un tassement de la production.



Ces tendances sont avivées par la nécessité impérieuse pour la plupart des pays occidentaux de générer des excédents commerciaux pour faire face au surcroît de paiement lié à la hausse du cours du pétrole. À cette époque on commence à songer en Occident à se défaire d'une politique économique qui vise à la défense des intérêts nationaux. En effet depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la plupart des gouvernements entretiennent un certain nombre de secteurs déficitaires, notamment dans l'industrie lourde, au double motif, qu'ils sont essentiels pour le maintien de l'indépendance de la nation, et qu'ils sont des gros fournisseurs de grandes quantités d'emplois, c'est le cas de la mine, des chantiers navals, de la sidérurgie. On met donc en avant la nécessité de se spécialiser sur le marché

mondial et de faire jouer ses avantages comparatifs. C'est probablement ici que la pensée libérale a trouvé son plus fort point d'appui.

### *Conclusion*

Avec le choc pétrolier, les économies développées vont prendre conscience de leur dépendance accrue aux matières premières en provenance des pays plus pauvres. Elles vont devoir s'adapter à la nouvelle donne, et entrer dans une ère de concurrence internationale qui va les contraindre à modifier aussi bien leur modèle de production que leur modèle social. C'est à cette époque qu'on commence à considérer que la lutte contre l'inflation est nécessaire et incontournable, et que s'élabore la critique du modèle keynésien où l'État est omniprésent.

## **3. Comment caractériser les mutations économiques et sociales depuis le milieu des années soixante-dix ?**

### *Introduction*

À partir de 1974, les économies occidentales vont entrer dans une période dite de croissance molle. Cela veut dire que les taux de croissance sont bien insuffisants pour créer des emplois, mais aussi pour améliorer le niveau des salaires. C'est seulement à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, dans les années 1997-1998 que la croissance retrouvera un niveau suffisant et se remettra à créer des emplois. Durant cette période de plus de vingt ans que d'aucuns ont baptisée « les Vingt Moroses », le chômage va devenir le principal problème de la société et la fin du plein-emploi. Cette situation va accélérer les mutations des économies développées vers des formes nouvelles de production.

### *1. La lancinante question du chômage*

Tous les pays voient la courbe du chômage exploser. On a l'impression que les politiques économiques sont incapables de relancer la machine. Les politiques de relance sont abandonnées dans le monde entier à la fin des années soixante-dix, sauf au Japon, au motif qu'elles génèrent de l'inflation sans créer ni activité ni emploi. On commence également à s'inquiéter de la disparition de la courbe de Phillips. La courbe de Phillips est cette représentation graphique qui met en relation la hausse des prix ou des salaires avec le taux de chômage. Les économistes avaient pour habitude de considérer une relation négative entre l'inflation et le taux de chômage. Autrement dit, l'inflation qui permet à l'activité économique de s'accélérer, réduit d'autant le chômage. Cette courbe de Phillips signifie aussi que la lutte contre le chômage passe par une politique monétaire laxiste, et on ne peut pas avoir à la fois une inflation faible et un taux de chômage faible. Or, on s'aperçoit dans les années soixante-dix que non seulement on a de l'inflation, et une inflation qui s'accélère, mais qu'en outre le chômage augmente également ! C'est à partir de cette époque qu'on va commencer à dire qu'il faut faire baisser l'inflation si on veut que le chômage diminue.

Tout cela va évidemment dans le sens de la théorie libérale. Mais fait-on correctement l'analyse de l'inflation ? La lutte contre l'inflation a été engagée essentiellement au motif qu'elle était initiée par une hausse trop forte des salaires. Or, nous avons vu que les prix dérapent essentiellement à partir de la hausse du prix des matières importées.

À partir de 1975, les politiques économiques vont s'orienter plus ou moins brutalement vers une orthodoxie monétaire dont le but avoué est de faire baisser la part des salaires dans la valeur ajoutée. C'est une époque où on répète le slogan assez curieux en France et en Allemagne : « *Les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après-demain* ». On trouve cette phrase aussi bien dans la bouche du chancelier allemand Helmut Schmitt que dans celle du président français, Valéry Giscard d'Estaing qui, après avoir congédié son premier ministre Jacques Chirac annonce un période d'austérité qui sera mise en place par Raymond Barre. Le but est de modérer la hausse des salaires nominaux et de reconstituer les marges des entreprises.

En Angleterre, cette politique sera particulièrement brutale sous la conduite de Margaret Thatcher qui va agir non seulement sur les salaires, mais également sur le plan de la législation en étouffant purement et simplement les syndicats. Elle agit au nom de principes ouvertement réactionnaires, disant

s'inspirer de l'économiste autrichien et prix Nobel d'économie Friedrich Von Hayek. Elle réduira également les dépenses de l'État et mettra en place une politique restrictive en ce qui concerne l'offre de monnaie. Dans le même temps elle procédera au démantèlement de ce qui restait de l'État providence, notamment en privatisant les actifs de l'État, aussi bien dans les transports que dans l'énergie. Dans le même genre on va diminuer les prestations de chômage, ainsi que les autres prestations sociales. La mise en place de ces mesures ne relancera jamais l'activité économique qui restera molle encore bien après le départ de Margaret Thatcher. En outre, si effectivement la part des profits remontera dans le partage de la valeur, les gouvernements qui lui succéderont devront renoncer au programme de limitation drastique des dépenses publiques : en effet, l'éducation sombre dans un état lamentable, les réseaux de communication deviennent dangereux, et il faut engager de nouvelles dépenses pour réparer ce qui s'est détérioré.

## *II. Le tournant libéral des politiques économiques*

La politique américaine qui sera initiée par l'ancien acteur B Ronald Reagan s'inscrira dans le droit fil de la politique thatchérienne. Le leitmotiv est de limiter de plus en plus le rôle de l'État dans l'économie, de façon à libérer l'énergie créatrice des entrepreneurs. Déréglementer est le mot d'ordre. Une des premières actions entreprise par le nouveau président sera de faire la chasse aux syndicats. D'un côté on restreint la masse monétaire, et de l'autre, on supprime les prestations sociales aux chômeurs, aux familles les plus défavorisées. La valeur du dollar va atteindre un niveau record. Cependant, il y a une grande différence entre l'action de Margaret Thatcher et celle de Ronald Reagan, c'est que ce dernier ne sera pas du tout rigoureux avec la dette publique. Il accroîtra durablement le déficit budgétaire essentiellement à cause des dépenses d'armement ! Ces dépenses colossales, notamment dans le fameux programme dit de « Guerre des Etoiles », vont jouer un rôle de stabilisateur automatique de la demande pour l'économie américaine.

La France a un temps de retard sur cette révolution néo-libérale. En effet, alors que les idées de la révolution conservatrice prennent le pouvoir dans les pays anglo-saxons, les Français élisent un président de gauche en 1981, François Mitterrand, lui donnant pour mission d'appliquer un programme de lutte contre le chômage qui s'appuiera sur :

- une baisse raisonnable de la durée du travail, c'est le passage aux 39 heures hebdomadaires ;
- une revalorisation des bas salaires et plus particulièrement du SMIC ;
- et un programme de nationalisations ambitieux. Il s'agit de faire passer sous la tutelle de l'État non seulement les groupes de la banque et de l'assurance, et tout un ensemble de grosses entreprises industrielles qui sont sensées tirer la production de toute la nation.

Ce programme n'aura pas de succès véritable. Si la baisse de la durée du travail s'inscrit dans la tendance des dernières décennies, le programme des nationalisations ne portera pas ses fruits. En effet, on aurait pu s'attendre à ce que les nationalisations dégagent des nouvelles liquidités dans le secteur privé, liquidités qui auraient pu servir à stimuler l'investissement dans d'autres secteurs. Or, en 1982 et 1983, l'investissement reste désespérément atone. Pire que cela, pour répondre à la hausse brutale de la demande, la France devra importer massivement des produits manufacturés. Rapidement il va falloir faire machine arrière, d'une part parce que le franc est au plus bas, et d'autre part parce que la sortie de capitaux met la France dans une situation embarrassante. Dès 1983, le gouvernement français, sous l'impulsion du premier ministre Laurent Fabius, va effectuer « le tournant de la rigueur ». Sans aller jusqu'à copier les politiques anglo-saxonnes, il s'agit de défendre la monnaie et de rééquilibrer la balance des paiements en limitant la dérive des finances publiques. Cette politique sera couronnée de succès au moins sur deux points : la valeur du franc et la balance des paiements.

En revanche, tout cela n'aura pas de résultat ni sur l'emploi, ni sur les finances publiques. Mais permettra à la France de se rapprocher des autres pays européens et de participer à la transformation de l'Union européenne en un grand ensemble guidé communément par des politiques néo-libérales.

Les américains pensent également que ce modèle peut durer principalement parce qu'il fonctionne en économie fermée, le Japon étant très peu ouvert, que ce soit aux exportations ou aux importations, comparativement aux États-Unis, et plus encore aux pays européens.

Les sociétés ne restent pas passives face à ce type de difficultés. Cette période de croissance ralentie va engendrer de nombreuses modifications dans le système productif. L'État va accompagner un processus latent de désindustrialisation, notamment en achevant de démanteler l'industrie lourde

qui reste sous perfusion : la sidérurgie, les mines et les chantiers navals vont disparaître peu à peu, entraînant avec eux un certain nombre d'activités sous-traitantes des petites et moyennes industries. La tertiarisation de l'économie va encore s'accélérer. Pendant près de vingt ans, le pouvoir d'achat des salariés va stagner. Et comme il est toujours plus difficile de faire baisser les salaires des plus anciens, les entreprises vont reporter le poids de la rigueur essentiellement sur les plus jeunes.

Avec la montée du chômage de masse, et la désindustrialisation, les formes de l'emploi vont continuer de changer. D'abord, il y a tout au long des années quatre-vingt et des années quatre-vingt-dix un accroissement continu de la tertiarisation des emplois. On s'oriente dans tous les pays développés vers une économie essentiellement basée sur les services, que ce soit dans le développement des activités du tourisme, des loisirs ou de la communication. Mais cette fois, cette tertiarisation va s'inscrire dans une paupérisation des emplois de service. C'est par exemple le développement des formes de restauration rapide, l'accélération de la concentration dans la grande distribution.

Partout les avantages sociaux sont, au nom de la mobilité sociale, remis en question. C'est le triomphe des vieilles idées libérales sur le chômage : ce sont les rigidités nominales qui empêchent le retour à l'emploi. Mais il y a aussi les salariés surnuméraires, ceux qui sont impossible à recycler et qu'il faut faire sortir de la population active. Parmi les rigidités qui paraissent les plus criantes, une grande bataille est alors engagée par les économistes libéraux qui relayent volontiers les gouvernements de droite pour faire sauter le verrou du salaire minimum, au motif que certaines catégories d'emplois ne peuvent être créées à cause d'un coût trop élevé. Ces emplois pouvant fort bien convenir à des personnels peu qualifiés, par exemple les jeunes. C'est un peu comme si la théorie keynésienne avait été complètement oubliée, renvoyée aux oubliettes. La plupart de ces analyses sont largement erronées, les salaires, ou plutôt le coût de la main d'œuvre, n'ont pas évolué particulièrement à la hausse, c'est même l'inverse qui s'est produit, et pour autant le chômage a continué d'augmenter au moins jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix.

### *III. Les changements dans les entreprises*

Progressivement, les entreprises vont retrouver des rendements très élevés. Un peu comme si l'ensemble des entreprises, sauf les entreprises japonaises évidemment s'inspiraient du modèle américain. Elles vont atteindre des taux d'autofinancement record (en France, depuis le milieu des années quatre-vingt-dix les entreprises ont un taux d'autofinancement supérieur à 100 % et qui approche à la fin de l'année 2000 les 140 % !). Ce qui veut dire qu'elles vont se trouver à la tête de moyens financiers considérables. Que vont-elles en faire ? On peut distinguer au moins deux usages :

- d'une part, elles vont accroître leur participation sur les marchés financiers, finançant plus ou moins les énormes dettes publiques accumulées dans tous les pays occidentaux depuis vingt ans, recherchant aussi des plus values spéculatives, ou des rendements de court terme ;
- d'autre part, comme ce sont les très grosses entreprises qui contribuent le plus à l'accroissement des volumes d'autofinancement, elles vont s'en servir à partir du milieu des années quatre-vingt-dix pour modifier le périmètre de leurs activités.

Ce mouvement de fusions-acquisitions prend de l'ampleur surtout avec le développement de ce que nous appelons les nouvelles technologies. Ce sont des secteurs qui ont des besoins en capitaux très importants, notamment pour poursuivre leur effort de recherche-développement. Les secteurs entraînants sont :

- les secteurs de l'informatique et de l'Internet, qui agissent aussi bien en amont qu'en aval de la filière, générant ainsi des gains de productivité dans presque toute l'économie, remettant en question les façons antérieures de travailler. Jusqu'alors les gains de productivité étaient faibles dans les services, et à l'inverse, c'était l'industrie qui produisait ces gains de productivité pour l'ensemble de l'économie. Aujourd'hui ce n'est plus le cas, et c'est ce qui explique que dans les années quatre-vingt-dix, les États-Unis aient retrouvé une croissance forte dans les gains de productivité du travail.
- le secteur des loisirs, et plus particulièrement le développement de la consommation des images animées. Là encore les progrès techniques, DVD, diffusion de programmes télévisuels par satellite, ont fait exploser ce secteur fortement créateur d'emplois.

### *Conclusion*

Depuis la fin des années quatre-vingt-dix, l'économie européenne semble avoir retrouvé des couleurs, emboîtant le pas au chemin suivi par les États-Unis : la croissance est de nouveau orientée à la hausse, et le chômage a diminué sans que l'emploi baisse. On se retrouve devant une croissance plus vigoureuse fondée principalement sur le développement des services et des échanges internationaux. Mais il est bien entendu trop tôt pour dire si, comme le pensent certains économistes nous sommes au début d'un nouveau cycle de Kondratieff.

Un important débat a eu lieu au début du XXIème siècle pour essayer d'éclairer les perspectives à venir. Ainsi, on a voulu mesurer l'impact des nouvelles technologies de l'information et de la communication sur la croissance récente. Le travail est délicat, parce que le périmètre de ce secteur est encore flou, mais en tous les cas, si on compare la France et les États-Unis, on voit que la contribution des technologies de l'information et de la communication a été bien plus importante aux États-Unis qu'en France. Si les États-Unis maintiennent leur avance sur toute la période, celle-ci tend à s'accroître en fin de période. Cet écart est difficile à interpréter :

- d'une part, on peut considérer que la France a pris du retard et que tôt ou tard elle le paiera par un ralentissement substantiel de la croissance ;

- d'autre part, on peut voir que la croissance soutenue de l'économie française depuis 1997 est restée fondée sur l'économie traditionnelle et qu'elle s'est appuyé essentiellement sur une répartition de la valeur ajoutée en faveur des salariés, renversant la tendance des années antérieures.

#### **4. Comment ont évolué, ces dernières décennies les économies chinoise, indienne et russe ?**

##### *Introduction*

À la fin des années quatre-vingts, l'économie mondiale prend un tournant décisif. Jusqu'ici deux modèles économiques cohabitaient, un modèle à économie de marché, avec plus ou moins d'État, plus ou moins de mixité, et un modèle à économie planifiée. Parmi ces derniers pays, on pouvait distinguer plusieurs formes, selon que ces pays toléraient une plus ou moins grande dose de propriété privée. Pour des raisons complexes, parmi lesquelles des raisons géopolitiques et militaires, vers la fin des années quatre-vingts, les économies socialistes s'essouffent. Leurs performances purement économiques sont médiocres, bien qu'elles aient pu présenter auparavant des résultats avantageux, mais surtout le système social qui les accompagne est fortement remis en question par leurs populations mêmes.

##### *1. L'effondrement de la Russie*

L'effondrement des pays de l'Est de l'Europe a été, sinon imprévisible, du moins rapide et spectaculaire, et ses résultats en ont été principalement un délitement accéléré des États nationaux. De nombreux économistes ont jugé que c'était là l'effet de l'inefficacité du système soviétique. Pourtant, les performances globales de la Russie communiste ne sont pas aussi mauvaises qu'on a coutume de le dire. La Russie communiste a connu des difficultés initiales tant externes qu'internes, difficultés qui ont certainement plombé ses résultats. La Révolution d'Octobre a été une lutte sanglante pour le pouvoir, mais elle a été immédiatement suivie d'une guerre avec l'Allemagne. La paix de Brest-Litovsk signée par Lénine a amputé partiellement le territoire soviétique d'importantes zones agricoles fertiles. La période stalinienne, malgré la répression sanglante et la terreur, a été une période de croissance rapide et de transformation profonde de l'économie russe. Mais dès 1941, la Russie devra faire face à l'invasion de son territoire par les Allemands. Cette guerre longue et douloureuse, la Russie est le pays qui comptabilise le plus de morts durant la Seconde Guerre Mondiale, laissera des traces, aussi bien en ce qui concerne la destruction des infrastructures de base, que les déficits de population.

Malgré toutes ces difficultés, l'économie russe a connu une forte croissance entre 1928 et 1989, de l'ordre de 4,3% par an selon les statistiques américaines et de 8,8% selon les statistiques officielles qui sont bien sûrement très fortement exagérées. C'est une croissance plus forte que celle qu'ont connue des pays occidentaux comme la France, l'Italie et à fortiori les États-Unis et l'Angleterre. Le problème est que ces résultats ont été pour le moins déséquilibrés. Jusqu'au début des années quatre-vingts, la

Russie était devenue la seconde puissance économique du monde derrière les États-Unis. Les résultats ont été également bons en matière d'éducation et de santé. Mais les effets sur le niveau de la consommation ont été insuffisants.

Trois causes peuvent expliquer les mauvais résultats : d'abord le fait que la planification limite la substitution du capital et du travail et donc entrave la recherche de gains de productivité, ensuite, dans la course aux armements, les dépenses militaires ont entravées les financements dans le secteur des biens de consommation, et enfin, le manque de capacité d'adaptation de l'appareil productif qui ne permet pas de modifier les objectifs de l'appareil productif. Tout cela explique que l'ère Brejnev apparaît comme une ère de stagnation.

Entre 1985, Michael Gorbatchev entame une politique de réformes, visant à maintenir le système communiste, mais en laissant la place au développement de petites entreprises, et en instaurant la démocratie et la transparence. Pour certains ces réformes arrivent trop tard ou sont encore insuffisantes. Mais en dehors de la qualité des réformes mises en place, la Russie va souffrir de l'instabilité politique qui va déboucher sur des tentatives de coups d'État militaires et enfin sur l'effondrement complet du système soviétique. À partir du moment où la réforme gorbatchévienne et les coups d'État échouèrent, la place était libre pour faire de la Russie le laboratoire des politiques ultra-libérales.

Les réformes furent brutales, la propriété privée des moyens de production s'est accélérée : celle-ci s'est traduite par un pillage systématique des ressources de la nation, et évidemment par un manque à gagner important pour l'État et les finances publiques. C'est peu de dire que les entreprises publiques ont été bradées, leur rachat a été financé à crédit sur la base de prêts que les banques octroyaient le plus souvent à des anciens apparatchiks. Dans cette opération de privatisation ce sont les entreprises les plus immédiatement rentables qui ont été bradées, les autres étant par manque d'investissement laissées à l'abandon. Cela a donné naissance à des puissances privées capables de contester le pouvoir central de l'État. Comme de nombreux conseillers américains pensaient que la transition devait se faire brutalement et non graduellement, on a imposé une politique de stabilisation des dépenses de l'État qui n'a pas permis de secourir les personnes les plus fragiles. Le troisième volet a été la libéralisation des prix et une politique monétaire restrictive. Les prix des denrées de base se sont envolés, plongeant dans la plus grande pauvreté une partie importante de la population. Le désastre ainsi engendré s'est traduit par une dépression de grande ampleur. Le PIB a baissé pendant dix ans, et en 1999, soit dix ans après la réforme, il était inférieur de plus de 60% à ce qu'il était en 1989. Aujourd'hui, le PIB russe est encore inférieur de 25% de ce qu'il était en 1989.

Les années de perte sont plus nombreuses que celles d'expansion. Cette chute vertigineuse du PIB s'est accompagnée d'une transformation radicale des structures productives qui se sont orientées vers les secteurs rentiers. Principalement la conjoncture pétrolière est à l'origine de la croissance régulière observée en Russie depuis le début des années 2000. Ce développement du secteur de l'énergie s'est accompagné d'un rééquilibrage de la balance des paiements. Mais cette expansion est à double tranchant, comme dans tous les pays dominés par la production de pétrole, les déséquilibres internes sont nombreux. Les investissements à l'inverse dans les secteurs des biens de consommation courante et dans l'agriculture sont très faibles, ce qui rend l'économie russe particulièrement dépendante de l'extérieur, et ne permet pas de lutter contre le chômage de masse. Entre 1990 et 2006, la population active russe a baissé radicalement passant de 75 millions à 65 millions. Le pays est passé d'une situation de plein emploi à une situation de chômage massif et structurel. En devenant tertiaire, l'économie russe n'a plus eu les moyens d'offrir du travail à l'ensemble de sa population. C'est-à-dire que les emplois disparus dans l'industrie et les services non marchands n'ont pas été remplacés par des emplois créés dans les services marchands.

L'orientation nouvelle de l'économie russe vers une économie de marché, lui a fait négliger les dépenses d'infrastructures dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la recherche. Le nombre des chercheurs en activité en Russie a été divisé par deux entre 1990 et 1998.

Cette dérive continue de l'économie russe entraîne la Russie dans une impasse. Elle n'est pas adaptée à une économie moderne centrée sur la valorisation des connaissances. Aujourd'hui, on peut dénombrer trois principales entraves au développement de la Russie. La première est celle de la criminalité sous toutes ses formes, de la corruption au meurtre. Cette atmosphère délétère qui s'appuie aussi sur la façon dont les privatisations ont été menées, est à l'origine d'une fuite permanente des capitaux et des cerveaux. Quand le plan de libéralisation de l'économie russe a été conçu, les

privatisations ont été réalisées simultanément à l'ouverture des marchés financiers, si bien qu'au lieu de réinvestir les énormes profits qui ont été générés dans le secteur de l'énergie, les propriétaires des grandes entreprises acquises dans des conditions plus que douteuses, se sont empressés d'évacuer le produit de leurs rapines vers des lieux où la propriété privée était mieux protégée, la Suisse, l'Angleterre, les États-Unis, etc. La seconde difficulté est le facteur démographique, la population russe baisse radicalement depuis la fin du communisme. La Russie a perdu près de dix millions d'individus. Ce qui est un cas exceptionnel pour un pays qui n'est pas en guerre. Les raisons de cette diminution sont très nombreuses. Bien sûr les Russes ont émigré en masse dès que les portes se sont ouvertes, c'est notamment le cas des juifs de Russie vers Israël. Mais ce déséquilibre démographique vient aussi de l'effondrement de l'espérance de vie. Celle-ci est aujourd'hui de 66 ans, soit 13 années de moins qu'en France, mais l'écart est beaucoup plus significatif par genre : l'espérance de vie masculine est seulement de 56 ans. Les hommes russes ont une espérance de vie basse notamment à cause de la criminalité, des suicides et de l'alcool. Le taux de mortalité des hommes adultes russes est de 420 pour mille quand il n'est que de 136 pour mille dans un pays comme la France. La conséquence de cette anomalie est que le nombre de jeunes veuves en Russie est considérable, ce qui abaisse encore un peu plus les taux de fécondité.

Enfin le dernier problème soulevé est celui des inégalités sociales. Les inégalités de revenus sont d'autant plus considérables qu'elles étaient faibles dans la période précédente. Au moins le quart de la population russe vit aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté. À l'inverse les 10% les plus riches s'approprient le tiers de la richesse produite. Ces inégalités de revenus sont encore plus importantes puisque dans la période antérieure l'accès à la santé et à l'éducation était gratuit.

Le bilan de la transition en Russie est désastreux. Peu de Russes se satisfont de l'évolution récente. De nombreux espoirs ont été mis dans l'arrivée de Vladimir Poutine, promettant tout à la fois de lutter contre la corruption et de restaurer la grandeur passée de la Russie sur la base d'un nationalisme économique. Pour l'instant ces espoirs ont été déçus et l'avenir s'annonce sombre. Pour l'instant l'économie russe peine à faire émerger une classe moyenne importante capable de tirer l'économie nationale, seules des villes comme Moscou ou Saint-Petersbourg profitent de la croissance économique récente, mais l'ensemble des autres provinces russes restent à l'abandon.

## ***B. La Chine et l'Inde nouvelles puissances économiques***

La Chine et l'Inde sont considérées aujourd'hui comme de nouvelles puissances économiques à l'échelle mondiale. Ce sont des pays qui ont un taux de croissance régulier et élevé, qui ont réussi des percées importantes sur les marchés mondiaux. Mais le parallèle entre ces deux géants asiatiques ne s'arrête pas là. Ces deux pays ont en commun une histoire tourmentée. Le fait d'avoir conquis l'indépendance nationale contre la volonté des occupants étrangers, d'avoir mis en place des réformes d'inspiration socialiste, et d'avoir finalement décollé après une révolution agricole profonde rapproche les deux modèles. Ceci étant, et malgré les progrès réels de ces deux pays, il faut garder à l'esprit que l'immense majorité de ces populations vit encore dans une extrême pauvreté, et que le revenu moyen des Russes leur est encore de loin supérieur.

La Chine a souffert pendant longtemps de sa démographie galopante, mais elle semble aujourd'hui avoir réussi sa transition démographique. Celle-ci s'est réalisée en deux temps. À partir de 1950, la mortalité baisse, suite à la mise en place d'une politique socialiste de la santé. Ce n'est qu'à partir de 1970, que la natalité va baisser sous l'impulsion d'une politique gouvernementale rigoureuse. À partir de 1979, le gouvernement chinois met en place une politique dite de l'enfant unique qui accorde de gros avantages en termes de gratuité des soins et de l'éducation aux familles qui acceptent de ne faire qu'un enfant. On a même vu se mettre en place des systèmes de sanctions, retenues sur salaires, amendes notamment, pour les contrevenants.

L'Inde n'a pas encore réussi sa transition démographique. Et si le PIB par tête s'est amélioré plus vite en Chine qu'en Inde, cela provient d'une meilleure maîtrise de la variable démographique et d'une politique plus volontariste de l'État. Le régime politique indien étant bien moins contraignant que le régime politique chinois, les politiques de planification de la population, qui pourtant remontent au début des années cinquante, ont été plus délicates à mettre en place. Ainsi, les démographes s'accordent généralement à dire que la population indienne ne commencera à se stabiliser qu'aux

alentours de l'année 2050, alors que la population chinoise aura été stabilisée selon toute vraisemblance dans les années 2010.

Les évolutions sont bien meilleures en Chine qu'en Inde. Les conséquences de cette évolution contrastée font que si les deux pays ont encore des performances médiocres en termes d'indicateurs de développement humain, ils occupent un rang assez bas dans le classement. En 2004, le PNUD classait la Chine au 94<sup>ème</sup> rang mondial en terme de développement humain et l'Inde au 127ème rang.

La Chine et l'Inde ont néanmoins radicalement modifié leurs structures productives. Tout d'abord en augmentant le rendement de leur secteur agricole. La réforme agricole en Chine s'est réalisée dans la décentralisation. Les communes agricoles ont été démantelées en 1983, et la Chine a utilisé un système de double prix pour le coton, les oléagineux et les céréales : un prix de marché a été introduit, tandis que l'État continuait à appliquer pour lui un prix garanti pour les livraisons obligatoires. Cette politique a permis au prix de marché de chuter en dessous des prix garantis par l'État. Au début des années 2000, l'État se résout à ne plus intervenir sur le marché des céréales et supprime les quotas. L'ouverture du commerce des céréales à la concurrence et la libéralisation des prix, liés à une forte baisse de la production va provoquer une forte hausse des prix en 2004. Cela va générer des déséquilibres entre les régions, déséquilibres aggravés par le manque d'homogénéité du marché intérieur, et l'insuffisance des moyens de transport. On peut alors parler de véritable crise agricole en Chine. En effet, le système communiste de la propriété agricole freine les investissements dans ce secteur. Ce phénomène est aggravé par le fait que l'État accroît la pression fiscale sur les agriculteurs. Les exploitations rurales survivent encore aujourd'hui essentiellement par le fait qu'environ la moitié de leurs revenus sont issus du développement de petites industries rurales. La conséquence est l'accélération des migrations vers les villes et de fournir une main d'œuvre pléthorique à bon marché pour les grands centres industriels. Pour l'instant les autorités chinoises cherchent à limiter les flux migratoires vers les villes ce qui aboutit à une main d'œuvre surabondante dans les campagnes.

La situation de l'Inde est légèrement différente. L'Inde est un géant agricole, 60% de la surface du pays est cultivée. Ce pays a une position excédentaire en matière agricole, il exporte des produits laitiers, des céréales et des dérivés du coton et de la jute. Néanmoins, malgré cette ouverture, l'agriculture indienne n'est pas assez productive. Les ressources entre les régions sont très déséquilibrées, et une large partie du pays souffre de sous-nutrition, on considère que 60% de la population ne dispose pas de calories suffisantes. Certes, l'accroissement de la production depuis le milieu des années cinquante a permis d'éradiquer les famines récurrentes que le pays avait connu auparavant, mais la pénurie alimentaire reste encore aujourd'hui un problème. Une partie du problème réside encore dans la trop forte croissance de la population. Malgré cette situation difficile, certains secteurs agricoles ont connu un développement rapide et satisfaisant : le lait (grâce au développement des coopératives), le poisson et l'élevage de poulets. Comme en Chine, l'Inde souffre depuis le milieu des années quatre-vingts d'un sous investissement important lié au désengagement de l'État.

La transformation des structures productives peut également s'appréhender dans la modification du poids des différents secteurs de l'économie.

Depuis le début des années quatre-vingts, l'industrie est le secteur qui a connu la progression la plus forte, une croissance supérieure à 11% par an. C'est ce secteur qui a permis à la Chine d'obtenir des résultats très importants sur les marchés extérieurs, principalement dans le domaine des industries manufacturières. L'expansion de l'industrie chinoise a aussi été permise par l'importance des capitaux étrangers qui affluent en Chine depuis une vingtaine d'années. Un tiers du secteur industriel peut s'appuyer sur l'apport de ces capitaux. Si au départ l'industrie chinoise a pu obtenir des parts de marché importantes pour les produits manufacturés, à cause du très bas niveau des salaires, aujourd'hui, la Chine obtient des résultats dans une large gamme de produits bien plus élaborés. La raison en est à l'importance des investissements réalisés aussi bien dans l'éducation que dans la recherche. Même si l'effort de R&D représente en 2005 seulement 1,5% du PIB, cet effort est important, à cause de leur concentration et de la taille du pays. La Chine suit une politique de développement technologique particulière qui vise à moins dépendre des brevets et des licences étrangers.

L'évolution des structures productives indiennes est moins spectaculaire. Cela est dû à la persistance d'un secteur agricole important, du développement très lent de l'industrie manufacturière.

L'industrie manufacturière et l'agriculture reposent encore aujourd'hui sur des structures entrepreneuriales archaïques. Le secteur informel est bien plus important qu'en Chine. Ce déséquilibre

dans la croissance de l'Inde se traduit par exemple par une prédominance encore aujourd'hui de l'emploi dans le secteur agricole, plus de la moitié de la main d'œuvre était employée dans ce secteur en 2005. Il s'ensuit que les progrès de la productivité du travail sont faibles, beaucoup plus faible qu'en Chine, même s'ils sont bien réels. L'Inde a pu cependant percer sur le marché international des services, notamment parce qu'une partie de sa population possède un niveau éducatif élevé.

La Chine est devenue en 2005 la 5<sup>ème</sup> puissance économique du monde et joue aujourd'hui un rôle moteur dans la croissance mondiale. Ce qui la situe approximativement au rang de pays européens comme la France et l'Angleterre. L'Inde est encore loin de ces performances., En Inde, plus du tiers de la population vit avec moins d'un dollar par jour, en Chine, ce chiffre est de 16,6%. Les inégalités restent très fortes. Aux inégalités régionales déjà signalées, s'ajoute des inégalités dans la distribution des revenus. En Chine, les émeutes sont récurrentes, il peut s'agir aussi bien de paysans chassés de leurs terres que d'ouvriers dont les salaires sont impayés pendant plusieurs mois.

### *Conclusion*

L'effondrement rapide des formes socialistes de production ont laissé un immense vide. Et le devenir de ses nouvelles économies est encore incertain. Cependant, il semble que ces pays font des efforts éducatifs considérables vont dans les années à venir jouer un rôle de plus en plus important dans la mondialisation de l'économie.